CHAMBRE D'APPEL DU 07 DECEMBRE 2012

Dossier n°95 - 2011/2012 : J.S. Mirepeix c/ Comité Départemental des Pyrénées-Atlantiques

Vu les Règlements Généraux de la FFBB ;

Après étude des pièces composant le dossier ;

CONSTATANT qu'au cours de la rencontre du 23 septembre 2012 de championnat excellence senior masculin, opposant JS Mirepeix à Lescar, des incidents seraient intervenus à la fin de la rencontre ;

CONSTATANT en effet, alors qu'il restait 8 secondes de jeu dans le 4^{ème} quart-temps, une faute aurait été commise par un joueur de Mirepeix, M. HORGUE (VT860927) sur M. GOMES (VT880530) de Lescar ;

CONSTATANT qu'à la suite de cette faute, M. GOMES aurait jeté le ballon sur M. HORGUE ;

CONSTATANT qu'une bagarre entre les deux joueurs s'en serait suivie ; que cette bagarre aurait dégénéré en bagarre générale ; que le public présent dans les tribunes serait rentré sur le terrain ;

CONSTATANT que la rencontre a été arrêtée ;

CONSTATANT qu'à la suite de la rencontre, des rapports ont été rédigés ; que celui de M. HORGUE aurait été diffamant envers la CDAMC et l'arbitre de la rencontre ;

CONSTATANT que la Commission de Discipline du Comité Départemental des Pyrénées-Atlantiques a instruit le dossier et a décidé de sanctionner :

- M. HORGUE d'une suspension de 2mois dont un mois avec sursis et de révoquer le sursis de deux mois ;
- M. GOMES d'une suspension de deux mois dont un mois avec sursis ;
- M. ESCHAAS TOURNE, en tant que capitaine d'une suspension de 8 jours fermes et un mois avec sursis et révoquer le précédent sursis d'un mois

CONSTATANT que Messieurs HORGUE et ESCHAAS TOURNE, par l'intermédiaire du Président de leur association sportive dument mandaté, ont décidé d'interjeter appel de cette décision ;

CONSTATANT que les appelants invoquent au motif de leur recours le fait que M. HORGUE est la personne qui s'est faite rouer de coups, qu'il s'agit d'une victime et non de l'agresseur ; que M. ESCHAAS TOURNE, en tant que capitaine de l'équipe n'a eu aucun rôle lors de la bagarre ;

CONSIDERANT que la décision a fait l'objet d'une exécution provisoire ; que par conséquent, les suspensions fermes sont débutées pour M. HORGUE et terminées pour M. ESCHAAS TOURNE ;

CONSIDERANT que le recours à l'exécution provisoire des décisions doit être extraordinaire et motivé par des circonstances particulières qu'il faut établir cas par cas (nature de l'infraction disciplinaire, nature et quantité de la peine encourue, nécessité d'exécuter la

peine avant la fin de la compétition, etc.), comme le précisent les Règlements Généraux de la FFBB ;

CONSIDERANT, en l'espèce, que la motivation précisée dans la décision pour justifier de l'exécution provisoire ne réunit pas les éléments nécessaires décrits ci-dessus ; qu'une partie des suspensions ayant déjà été exécutées, la Chambre d'appel ne peut néanmoins revenir dessus ;

CONSIDERANT que M. ESCHAAS TOURNE était le capitaine de l'équipe de Mirepeix lors de la rencontre en question ; qu'il n'a pas pris part à la bagarre ; que sa responsabilité ne peut de ce fait être retenue qu'au titre de sa fonction de capitaine ;

CONSIDERANT que même si la révocation du sursis peut paraître lourde, elle résulte de l'application des règlements ;

CONSIDERANT que la sanction envers un capitaine qui n'a pas retenu un membre de son équipe doit être proportionnelle aux faits qui lui sont reprochés ;

CONSIDERANT ainsi, que la suspension infligée à M. ESCHAAS TOURNE est excessif en ce qui concerne le sursis d'un mois infligé en sus de la suspension ferme ;

CONSIDERANT que M. HORGUE a été concerné directement par la bagarre générale ; qu'il en a été à l'origine, par la faute qu'il a commise et la bagarre qui s'en est suivie ;

CONSIDERANT que les rapports indiquent que M. HORGUE s'est ainsi battu avec le joueur de l'équipe adverse après que ce dernier lui ait lancé le ballon dessus ;

CONSIDERANT néanmoins, que la décision de 1^{ère} instance indique sanctionner M. HORGUE également pour avoir tenu des propos diffamants au sein de son rapport ;

CONSIDERANT que le rapport de M. HORGUE n'est pas diffamant ; qu'il ne doit pas être sanctionné sur ce motif ;

CONSIDERANT qu'il n'en demeure pas moins que M. HORGUE doit être sanctionné en raison de la bagarre ayant eu lieu et dont il est un des coresponsables ; qu'au regard des faits retenus, le sursis d'un mois nouvellement infligé à M. HORGUE doit être annulé ;

CONSIDERANT qu'il convient de noter à titre accessoire que les dates d'effectivité des suspensions doivent strictement correspondre aux périodes de suspension infligées ;

PAR CES MOTIFS : La Chambre d'Appel décide :

- De réformer la décision de la Commission de Discipline du Comité Départemental des Pyrénées-Atlantiques concernant M. HORGUE :

- De confirmer la suspension ferme d'un mois ainsi que la révocation d'un précédent sursis de deux mois ; que la suspension ferme est applicable du 25 octobre 2012 au 24 janvier 2013

- D'annuler le sursis d'un mois nouvellement infligé ;

- De réformer la décision de la Commission de Discipline du Comité Départemental des Pyrénées-Atlantiques concernant M. ESCHAAS-TOURNE :

- De confirmer la suspension ferme de 8 jours ainsi que la révocation d'un précédent sursis d'un mois ; que la suspension ferme a été purgée du 25 octobre 2012 au 25 novembre 2012 ;

- D'annuler le sursis d'un mois avec sursis nouvellement infligé ;

Madame TERRIENNE, Messieurs SALIOU, COLLOMB, et BES ont participé aux délibérations.

Dossier n°96 - 2011/2012 : Entente Chesnay Versailles 78 c/ Commission Technique Fédérale

Vu les Règlements Généraux de la FFBB ;

Après avoir entendu M. BARDIC assisté de Maître ATTALI ;

Après étude des pièces composant le dossier ;

CONSTATANT que l'article 2 du statut de l'entraîneur impose la participation pour les entraîneurs au week-end de pré-saison (WEPS) ;

CONSTATANT que M. Vinko BARDIC (JE743728) du club de l'entente Chesnay Versailles évoluant en NF2 n'aurait pas participé au WEPS prévu les 25 et 26 aout 2012 ;

CONSTATANT que la Commission Technique Fédérale a constaté l'absence de M. BARDIC au WEPS et a décidé le 14 septembre 2012 de :

- Délivrer une attestation de sursis de revalidation à M. BARDIC l'obligeant à participer en tant qu'intervenant pour un volume horaire de 14 heures à une action de formation validée par le pôle formation ;

CONSTATANT que l'entente Chesnay Versailles a demandé à la Commission Technique Fédérale de revoir sa décision ; que cette dernière, par une décision du 17 octobre 2012, a considéré que l'arrivée tardive de M. BARDIC le 25 aout nécessitait de lui délivrer une attestation de sursis de revalidation ;

CONSTATANT que le club de l'entente Chesnay Versailles conteste cette décision devant la Chambre d'appel ;

CONSTATANT que l'appelant invoque au motif de sa demande le fait qu'il était présent à l'ensemble de la formation ;

CONSIDERANT que l'appelant apporte à l'appui de ses propos des attestations d'autres entraîneurs présents lors de la formation ; que ces témoignages indiquent que M. BARDIC était présent dès le samedi midi et qu'il est reparti à la suite du déjeuner du dimanche ;

CONSIDERANT que l'appelant apporte également une attestation de la compagnie d'autoroute qui indique qu'il a passé le péage de Dourges le 25 aout à 10h48 ;

CONSIDERANT que le retour de la personne en charge de la formation sur ce week-end du 25 et 26 aout 2012 indique seulement que la feuille de présence ne contient pas la signature de M. BARDIC pour le dimanche ; qu'il n'est aucunement fait mention d'une arrivée tardive le samedi ; que son absence le dimanche n'est pas n on plus affirmée par le responsable ;

CONSIDERANT que l'analyse de l'ensemble de ces éléments ne permet aucunement d'établir l'absence de M. BARDIC le samedi après-midi à la formation WEPS ; qu'en conséquence le motif invoqué pour justifier la décision contestée n'est pas fondé;

PAR CES MOTIFS : La Chambre d'Appel décide :

- D'annuler la décision de la Commission Technique Fédérale ;
 - Qu'il faut ainsi considérer M. BARDIC présent au WEPS des 25 et 26 aout 2012 et lui accorder l'ensemble des droits s'y afférant ;

Mesdames EITO et TERRIENNE, Messieurs COLLOMB, SALIOU et BES ont participé aux délibérations.